



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 11 juin 2003

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Statistiques financières des entreprises**, premier trimestre de 2003

La flambée des prix de l'énergie a entraîné une augmentation de 10,6 % des bénéfices des sociétés au premier trimestre. Les bénéfices d'exploitation ont atteint leur plus haut niveau (42,9 milliards de dollars) depuis le dernier trimestre de 2000. Il s'agit d'un cinquième trimestre consécutif de progression des bénéfices qui avaient baissé tout au long de 2001.

2
- **Financement des universités**, 2001-2002

Les recettes touchées par les universités ont atteint un sommet en 2001-2002 et, pour la première fois depuis 15 ans, les recettes de sources publiques ont affiché une croissance plus rapide que les recettes provenant de sources privées. Les recettes des universités se sont chiffrées à 16,9 milliards de dollars au cours de l'année universitaire 2001-2002.

6

AUTRES COMMUNIQUÉS

- | | |
|---|----|
| Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), quatrième trimestre de 2002 | 10 |
| Stock de capital résidentiel, 2002 | 10 |

NOUVEAUX PRODUITS

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Tableaux thématiques du Recensement de 2001, divers échelons géographiques 2001

Des tableaux thématiques supplémentaires pour les thèmes «scolarité et fréquentation scolaire au Canada» et «principaux domaines d'études des Canadiens» sont maintenant offerts gratuitement pour divers échelons géographiques.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le *centre de consultation régional de Statistique Canada* le plus près de votre localité.



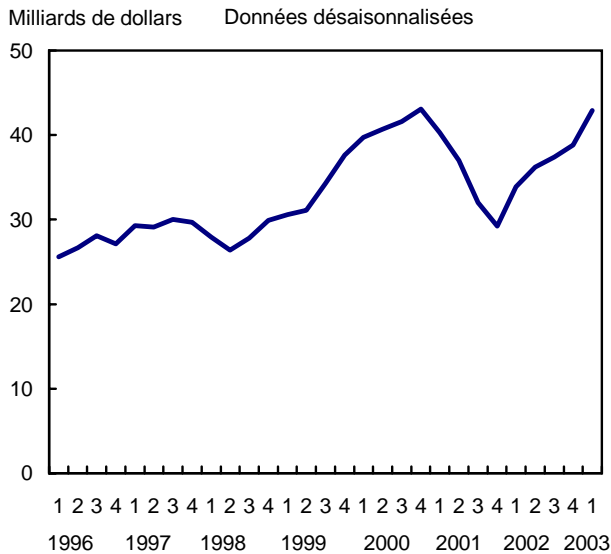
COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Statistiques financières des entreprises

Premier trimestre de 2003 (données provisoires)

La flambée des prix de l'énergie a entraîné une augmentation de 10,6 % des bénéfices des sociétés au premier trimestre. Les bénéfices d'exploitation ont atteint leur plus haut niveau (42,9 milliards de dollars) depuis le dernier trimestre de 2000. Il s'agit d'un cinquième trimestre consécutif de progression des bénéfices qui avaient baissé tout au long de 2001.

Hausse des bénéfices trimestriels pour un cinquième trimestre consécutif



Quinze des 24 grands groupes de branches d'activité ont enregistré des hausses de bénéfices au premier trimestre, mais la croissance a été dominée par le secteur de l'énergie et les banques. Si on exclut les industries de l'extraction de pétrole et de gaz et du raffinage, ainsi que les intermédiaires de dépôt (surtout les banques), les bénéfices des sociétés ont affiché une progression beaucoup plus modeste de 1,2 % d'un trimestre à l'autre.

Les branches non financières ont atteint un sommet de 33,7 milliards de bénéfices d'exploitation, soit 11,5 % de plus qu'au trimestre précédent et 57,2 % de plus

Notes aux lecteurs

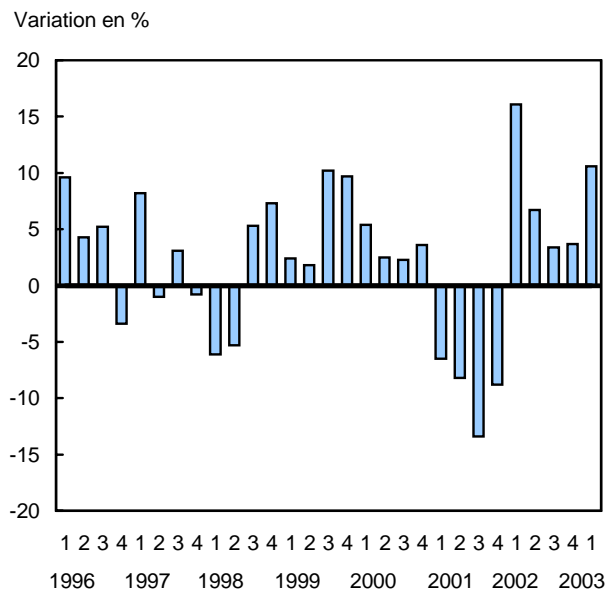
Ces statistiques financières trimestrielles portent sur les activités de toutes les sociétés au Canada, à l'exclusion des sociétés gouvernementales et de celles sans but lucratif.

Dans tous les cas, le total pour l'ensemble des branches exclut la branche de la gestion de sociétés et d'entreprises et celle des autres fonds et outils financiers.

Les statistiques financières trimestrielles des entreprises pour la période de 1988 à aujourd'hui ont été révisées suite à l'étalonnage aux séries annuelles de l'an 2000 et aux corrections des variations saisonnières.

qu'au quatrième trimestre de 2001, qui a marqué le point creux de la récente baisse des bénéfices.

Bénéfices d'exploitation trimestriels



Les secteurs financiers ont réalisé des bénéfices d'exploitation de 9,2 milliards de dollars au premier trimestre, en hausse de 7,7 % par rapport au trimestre précédent. Quatre augmentations enregistrées au cours des cinq derniers trimestres ont porté ces bénéfices à leur plus haut niveau depuis le troisième trimestre de 2001. Cependant, sans les intermédiaires de dépôt, les bénéfices ont légèrement diminué au cours du trimestre.

Le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz enregistre des bénéfices remarquables alors que le secteur des mines de métaux est en perte de vitesse

Les bénéfices du secteur de l'extraction de pétrole et de gaz ont grimpé de 57,1 % pour se situer à 6,2 milliards de dollars au premier trimestre, les prix du pétrole brut ayant atteint des niveaux jamais vus depuis la guerre du golfe persique de 1990. Malgré un glissement en mars, les prix moyens du pétrole brut ont augmenté de 19,1 % par rapport au quatrième trimestre de 2002 et de 52,2 % comparativement au premier trimestre de la même année. Les prix ont été propulsés par la crainte de pénuries liées à la tourmente en Iraq, aux perturbations de l'approvisionnement au Venezuela et au temps froid qui a sévi en Amérique du Nord. Les prix du gaz naturel ont aussi augmenté au cours du trimestre, mais de façon beaucoup moins spectaculaire.

Les exportations de produits énergétiques ont été robustes, en raison de l'accroissement des prix du pétrole et du gaz et grâce à la demande américaine soutenue. La progression des ventes intérieures de produits pétroliers raffinés des raffineries canadiennes a stimulé la demande de pétrole brut.

Le secteur des mines de métaux n'a pas fait aussi bonne figure au premier trimestre, ses bénéfices étant tombés à 41 millions de dollars, comparativement à 199 millions de dollars au trimestre précédent. Les bénéfices ont généralement régressé depuis le sommet de 703 millions de dollars atteint au deuxième trimestre de 2000. Si la vigueur des marchés a bien soutenu les prix du nickel, les cours d'autres métaux se sont effondrés en raison de l'incertitude de l'économie mondiale. Des coûts de l'énergie élevés et l'effet du raffermissement du dollar canadien sur les prix à l'exportation ont aussi tempéré les bénéfices d'exploitation.

Les fabricants enregistrent des résultats variables

Dans l'ensemble, les fabricants ont affiché une augmentation de 4,6 % de leurs bénéfices d'exploitation au premier trimestre, après un repli de 2,2 % au quatrième trimestre. Néanmoins, seulement la moitié des secteurs de la fabrication ont affiché des hausses de bénéfices, les fabricants de produits du pétrole et du charbon et de produits électroniques et d'ordinateurs étant venus en tête.

Les producteurs de produits du pétrole et du charbon ont réalisé des bénéfices records de 2,2 milliards de dollars au premier trimestre, à la faveur d'une vigoureuse demande et d'une flambée des prix. Selon les résultats récents de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, les livraisons des fabricants des produits du pétrole et du charbon ont atteint, en février et en mars de cette

année, des niveaux records auxquels ne sont pas étrangères les craintes internationales relatives aux approvisionnements. Le temps plus froid que la normale qui a sévi en Amérique du Nord au premier trimestre a stimulé la demande de produits du pétrole.

Les exportations de produits du pétrole et du charbon ont atteint des niveaux records au cours du trimestre. Au pays, les recettes et les bénéfices d'exploitation ont profité d'un accroissement des volumes de ventes et d'une amélioration des marges de raffinage.

Les fabricants de produits électroniques et d'ordinateurs ont commencé à toucher des bénéfices pour la première fois en cinq trimestres : ils ont en effet réalisé des bénéfices d'exploitation de 0,1 milliard de dollars. Les recettes d'exploitation sont demeurées inchangées, s'étant établies à 8,6 milliards de dollars. Malgré la longue léthargie qui a paralysé l'industrie, il y a eu certaines indications positives. Les grossistes d'ordinateurs et de produits électroniques ont fait état d'une croissance de leurs ventes de 6,9 % au cours du trimestre. Cependant, les dépenses que les sociétés ont consacrées aux télécommunications et au matériel électronique sont demeurées généralement affaissées, et le secteur a beaucoup de chemin à parcourir pour revenir au sommet de 1,2 milliard de dollars de bénéfices d'exploitation atteint au deuxième trimestre de 2000.

Les bénéfices des fabricants de véhicules automobiles et de pièces ont atteint 1,3 milliard de dollars, comparativement à 1,2 milliard de dollars au trimestre précédent, conséquence partielle de l'ampleur des frais de restructuration inscrits au dernier trimestre de 2002. Les recettes d'exploitation ont fléchi de 2,5 %, mais ont peu varié en général au cours des quatre derniers trimestres. Les exportations de produits automobiles ont fléchi au cours du trimestre, et le dernier communiqué de l'enquête sur les ventes de véhicules automobiles neufs a révélé un repli de 5,6 % des ventes unitaires par rapport au quatrième trimestre. Les fabricants ont accru leurs livraisons au cours du premier trimestre de 2003, mais l'incertitude règne toujours au sujet de la faiblesse de la demande nord-américaine de véhicules automobiles.

Les fabricants de produits chimiques, de plastiques et de caoutchouc ont perdu du terrain au cours du trimestre, leurs bénéfices ayant régressé de 15,2 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars. Les bénéfices ont été freinés par la hausse sensible du prix des intrants à base de pétrole.

Les bénéfices du secteur du bois et du papier sont tombés à leur plus bas niveau en neuf ans au cours du trimestre, passant de 0,8 milliard de dollars à 0,7 milliard de dollars. Les bénéfices sont en baisse depuis le sommet de 2,3 milliards de dollars atteint au

premier trimestre de 2000. Les recettes d'exploitation ont chuté de 4,2 %, n'étant plus que de 17,5 milliards de dollars. Les droits tarifaires punitifs frappant les exportations de bois d'oeuvre et l'accroissement des coûts de l'énergie ont continué de faire des ravages dans l'industrie. Le raffermissement du dollar canadien a fait diminuer les rendements pour les exportateurs, et les prix du bois de construction et des produits du bois ont baissé de 13,2 % d'une année à l'autre en mars. Signe encourageant, la demande intérieure de bois de construction a été soutenue par des nombres records de permis de bâtir délivrés et par l'augmentation du nombre de mises en chantier d'habitations. Les producteurs de pâte et de papier journal sont toujours affligés par de bas prix.

Remontée des bénéfices des grossistes et des détaillants

Tant les grossistes que les détaillants ont profité d'un raffermissement des ventes et des bénéfices au premier trimestre, malgré une certaine faiblesse en mars. Les bénéfices des grossistes ont augmenté de 14,2 % pour atteindre 3,0 milliards de dollars, à la faveur d'une augmentation des ventes de 1,2 %. Les grossistes de machines (y compris d'ordinateurs et de produits électroniques) et de produits du pétrole sont ceux qui ont connu les plus fortes hausses.

Les bénéfices des détaillants ont affiché une sixième augmentation d'affilée, soit de 5,5 %, et ont atteint 2,5 milliards de dollars. Les ventes ont grimpé de 2,2 %, les dépenses de consommation continues ayant prolongé une croissance amorcée au dernier trimestre de 2001.

Les bénéfices du secteur des transports anéantis par l'augmentation des coûts du carburant

Les transporteurs ont subi les contrecoups de l'escalade des coûts de la sécurité et du carburant au premier trimestre, et leurs bénéfices d'exploitation ont chuté de 9,3 %, n'étant plus que de 1,3 milliard de dollars. Ils viennent de connaître deux trimestres d'affilée de baisse des bénéfices, après quatre trimestres de croissance après le 11 septembre 2001.

L'augmentation des livraisons manufacturières dans quatre des cinq derniers trimestres a été un pactole pour les transporteurs, mais elle a été tempérée par la tourmente dans laquelle se trouve plongé le secteur du transport des voyageurs. La poussée du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) à la fin du trimestre a eu un effet négligeable sur les résultats du premier trimestre, mais n'est pas de bon augure pour le deuxième trimestre.

Progression des bénéfices des banques

Les bénéfices des intermédiaires de dépôt (principalement les banques) ont atteint un sommet jamais vu en sept trimestres, soit de 4,1 milliards de dollars, ce qui est 25,0 % de plus qu'au quatrième trimestre de 2002. La réduction des provisions pour pertes futures sur prêts, conjuguée à une baisse de la réalisation de pertes lors de la vente de placements, a contribué à la croissance des bénéfices du trimestre. Les revenus d'intérêts nets ont subi un légèrement reculé au cours du trimestre.

Les sociétés d'assurance-incendie, accidents et risques divers ont profité d'une baisse des réclamations, ce qui a porté leurs bénéfices de 0,1 milliard de dollars au quatrième trimestre à 0,3 milliard de dollars au premier trimestre. Les sociétés d'assurance-vie, par contre, ont affiché une baisse de bénéfices de 12,8 % au cours du trimestre.

Raffermissement des ratios de rentabilité

Le rendement de l'avoir des actionnaires pour l'ensemble des branches a atteint son plus haut niveau en deux ans au premier trimestre, soit 9,4 %, comparativement à 8,7 % au quatrième trimestre et à 6,1 % au troisième trimestre de 2002. Les bénéfices après impôt (la mesure des bénéfices utilisée dans le calcul du rendement de l'avoir propre) ont fait un bond qui les a fait passer à 24,9 milliards de dollars, comparativement à 22,7 milliards de dollars au trimestre précédent et à 15,6 milliards de dollars au troisième trimestre de 2002. Avec l'augmentation des bénéfices d'exploitation, l'accroissement des gains en capital dans les branches non financières a soutenu cette mesure des bénéfices au cours des quelques derniers trimestres.

La marge bénéficiaire a été de 7,2 % au premier trimestre, comparativement à 6,5 % dans chacun des deux trimestres précédents. Les marges sont généralement en progression depuis la dégringolade qui les avait ramenées à 5,4 % au dernier trimestre de 2001.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 187-0001 et 187-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2501.

Le numéro du premier trimestre de 2003 de *Statistiques financières trimestrielles des entreprises* (61-008-XIF, 26 \$/86 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Jeannine D'Angelo au (613) 951-2604. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données,

communiquez avec Bill Potter au (613) 951-2662 ou avec Haig McCarrell au (613) 951-5948, Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Statistiques financières des entreprises

	Premier trimestre de 2002 ^r	Quatrième trimestre de 2002 ^r	Premier trimestre de 2003 ^p	Premier trimestre de 2002 au premier trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2002 au premier trimestre de 2003
données désaisonnalisées					
	en milliards de dollars			var. en %	
Toutes les branches d'activité					
Recettes d'exploitation	550,4	592,6	597,4	8,5	0,8
Bénéfices d'exploitation	33,9	38,8	42,9	26,6	10,6
Bénéfices après impôt	19,3	22,7	24,9	28,8	9,6
Branches d'activité non financières					
Recettes d'exploitation	498,2	539,5	543,6	9,1	0,8
Bénéfices d'exploitation	25,9	30,2	33,7	30,3	11,5
Bénéfices après impôt	14,5	18,5	20,0	38,1	8,5
Branches d'activité financières					
Recettes d'exploitation	52,2	53,1	53,8	3,0	1,3
Bénéfices d'exploitation	8,0	8,6	9,2	14,6	7,7
Bénéfices après impôt	4,8	4,2	4,9	0,9	14,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.



Financement des universités

2001-2002

Les recettes touchées par les universités ont atteint un sommet en 2001-2002 et, pour la première fois depuis 15 ans, les recettes de sources publiques ont affiché une croissance plus rapide que les recettes provenant de sources privées.

Les recettes des universités se sont chiffrées à 16,9 milliards de dollars au cours de l'année universitaire 2001-2002, en hausse de 4,6 % en dollars constants par rapport à l'année précédente. Il s'agit là d'une cinquième hausse annuelle consécutive.

Les recettes de sources publiques, les subventions et les contrats de tous les niveaux d'administration publique ont augmenté de 5,6 % pour atteindre près de 9,4 milliards de dollars.

Par ailleurs, les recettes de sources privées ont enregistré une hausse plus faible de 3,4 % pour se chiffrer à 7,6 milliards de dollars. L'augmentation de 6,5 % au chapitre des recettes provenant des frais de scolarité a contribué à la progression des recettes de sources privées.

Les subventions et les contrats gouvernementaux ont représenté 55 % des recettes totales en 2001-2002, tandis que les frais de scolarité en représentaient le cinquième. Bien que la part des recettes attribuables aux subventions et contrats gouvernementaux n'ait augmenté que légèrement, il s'agit là de la première hausse depuis 1986-1987.

Les dépenses totales des universités se sont également accrues pour une cinquième année consécutive, atteignant la somme record de 17,0 milliards de dollars en 2001-2002, en hausse de 8,7 %. Au cours des cinq dernières années, les dépenses ont augmenté à un rythme annuel moyen de 6,4 %, comparativement à une diminution annuelle moyenne de 0,2 % entre 1991-1992 et 1996-1997.

Revenus : les provinces ont versé plus des trois quarts des fonds de subventions et de contrats gouvernementaux

Les administrations provinciales ont payé 78 % des quelque 9,4 milliards de dollars de subventions et de contrats gouvernementaux versés aux universités en 2001-2002, comparativement à 20 % pour le gouvernement fédéral et à 2 % pour les municipalités.

Les administrations provinciales ont consacré plus de 7,3 milliards de dollars à ce chapitre en 2001-2002, en hausse de 2,6 % par rapport à l'année précédente. La croissance a été atténuée par une baisse de 2,0 % du financement provincial en Ontario, cette province

Note aux lecteurs

Les données sur les recettes et les dépenses sont recueillies auprès de chaque université et réparties selon le fonds. Les principaux fonds sont les suivants : les fonds de fonctionnement général, les fonds à objectif spécifique et les fonds en fiducie, les fonds destinés à la recherche subventionnée, aux entreprises auxiliaires, aux dépenses en capital et aux fonds de dotation.

Les données financières analysées ici couvrent tous ces fonds, exception faite des fonds de dotation.

représentant près du tiers de l'ensemble des recettes provinciales des universités canadiennes.

Le financement fédéral direct a augmenté pour une quatrième année d'affilée pour s'établir à plus de 1,8 milliard de dollars en 2001-2002, en hausse de 15,7 % par rapport à l'année précédente. Plus de 90 % de ces fonds ont été affectés au soutien des activités de recherche subventionnée.

Les plus fortes hausses du financement fédéral ont été observées en Alberta (+35,4 %) et en Colombie-Britannique (+26,2 %). Au cours des quatre dernières années, le financement fédéral direct a affiché un taux de croissance annuel moyen de 17 %.

Pour ce qui est des sources privées de revenus, les universités ont touché, en 2001-2002, plus de 1,7 milliard de dollars en legs et en dons de même qu'en subventions et contrats non gouvernementaux, une hausse de 6,5 % par rapport à 2000-2001. Les revenus provenant de la vente de produits et services se sont accrus de 3,6 % en 2001-2002, en progression de près de 40 % par rapport à cinq ans plus tôt.

Les revenus de placement ont chuté de 38,5 %. Il s'agit de la seule baisse accusée dans les revenus de sources privées, baisse attribuable à la conjoncture du marché au cours de l'exercice financier.

Les revenus provenant des frais de scolarité ont doublé durant la décennie

Pour l'année universitaire 2001-2002, les étudiants ont payé 3,3 milliards de dollars en frais de scolarité et en autres frais divers, en hausse de 6,5 % par rapport à l'année précédente. Entre 1991-1992 et 2001-2002, les revenus provenant des frais de scolarité ont un peu plus que doublé.

La part des revenus des universités que représentent les frais de scolarité, c'est-à-dire près du cinquième, est restée pratiquement inchangée au cours des trois dernières années. Cependant, c'est là une hausse sensible par rapport à la proportion de 13 % enregistrée dix ans plus tôt.

Les revenus provenant des frais de scolarité ont augmenté d'environ 12 % au Nouveau-Brunswick et en

Saskatchewan, soit les plus fortes hausses parmi les provinces. Seule Terre-Neuve-et-Labrador a accusé une baisse (-1,5 %) des revenus tirés des frais de scolarité.

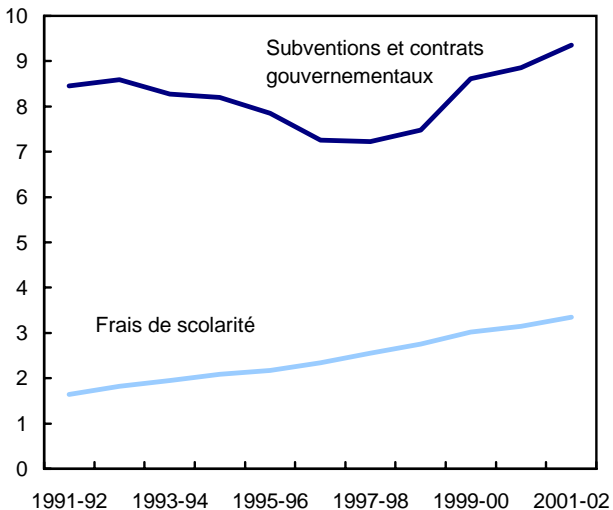
Les frais de scolarité ont représenté 28 % des revenus totaux des universités en Nouvelle-Écosse. Cette province se classe en tête de liste à ce chapitre, suivie de l'Ontario (26 %). Les revenus provenant des frais de scolarité ont augmenté d'environ 8 % dans ces deux provinces en 2001-2002.

Les universités de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse dépendent davantage des revenus de sources privées, y compris les frais de scolarité, que les universités des autres provinces. En 2001-2002, les revenus de sources privées représentaient 58 % des recettes des universités en Nouvelle-Écosse, comparativement à une moyenne nationale de 45 %.

Par contre, les universités québécoises arrivent au dernier rang au chapitre des revenus de sources privées, ceux-ci ne représentant que 34 % des recettes; la part attribuable aux frais de scolarité (11 % des revenus totaux des universités) y est aussi la plus faible de toutes les provinces.

Recettes universitaires provenant des frais de scolarité et des contributions gouvernementales

Milliards de \$ (en dollars constants de 2001-2002)



Dépenses : forte progression des dépenses consacrées aux bourses d'études et d'entretien

En 2001-2002, les dépenses des universités au chapitre des bourses d'études et d'entretien se sont chiffrées à 660,4 millions de dollars, en hausse de 17,1 % par rapport à l'année précédente, ce qui

représente plus du double (+129,6 %) des dépenses engagées cinq ans plus tôt. Il s'agit là de la cinquième année consécutive marquée par une progression supérieure à 10 % depuis 1997-1998.

L'Ontario représente un peu plus de 50 % des dépenses totales consacrées aux bourses d'études et d'entretien au Canada. En 2001-2002, les dépenses des universités ontariennes relatives à ce chapitre ont augmenté de 17,5 % par rapport à l'année précédente et ont presque triplé (+194,1 %) par rapport à 1996-1997. En Ontario, les dépenses au chapitre des bourses d'études et d'entretien ont représenté 5 % des dépenses totales, la plus forte proportion parmi toutes les provinces pour une deuxième année d'affilée.

Les dépenses en matière de salaires et avantages sociaux se sont accrues de 4,9 % pour se fixer à 9,5 milliards de dollars, toutes les provinces affichant des hausses dans ce domaine.

Les salaires et avantages sociaux ont représenté 56 % des dépenses totales en 2001-2002 comparativement à 64 % en 1996-1997. Les bourses d'études et d'entretien ont accaparé 4 % des dépenses totales en 2001-2002 comparativement à 2 % en 1996-1997.

La plus forte augmentation en pourcentage des dépenses a été observée au chapitre des immeubles, ces dépenses ayant bondi de 52,7 % en 2001-2002. Les dépenses relatives à ce chapitre avaient augmenté d'environ 30 % l'année précédente. Les universités de toutes les provinces ont affecté au total 897 millions de dollars aux immeubles en 2001-2002, ce qui représente plus du double des sommes dépensées cinq ans plus tôt.

En 2001-2002, les dépenses consacrées aux immeubles universitaires ont plus que doublé à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba et en Nouvelle-Écosse, mais elles se sont contractées au Nouveau-Brunswick et en Alberta pour la première fois depuis 1997-1998.

Les universités de l'Ontario, de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Alberta ont consacré aux bourses d'études et d'entretien une part plus importante de leurs dépenses que la moyenne nationale (3,9 %). La proportion des dépenses relatives aux immeubles a dépassé la moyenne nationale (5,3 %) dans les universités de la Saskatchewan, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et de l'Alberta.

Évolution des modèles de financement des universités

Pour une analyse en profondeur des changements survenus dans les revenus et les dépenses des universités de 1986-1987 à 2000-2001, il est possible

de consulter l'article «Évolution des modèles de financement des universités» qui paraît dans le numéro de juin 2003 de la *Revue trimestrielle de l'éducation* diffusé aujourd'hui.

L'article se concentre sur 55 universités pour lesquelles des données financières ont pu être recueillies au cours de la période de 15 ans et ce, pour s'assurer d'une comparabilité d'une année à l'autre. Ces universités représentaient 89 % des revenus de fonctionnement et 92 % des dépenses de fonctionnement de toutes les universités canadiennes en 2000-2001.

Entre les années universitaires 1986-1987 et 2000-2001, les recettes de fonctionnement des 55 universités visées par l'étude ont augmenté de 28 %. Les recettes de sources gouvernementales ont diminué de 4,5 %, tandis que les recettes de sources privées ont progressé de 167 %. Les étudiants, par les frais de scolarité et les autres frais divers, sont ceux qui ont le plus contribué au bond des fonds privés.

Par contre, les dépenses relatives aux bourses d'études ont quadruplé, alors que la hausse de 18 % des dépenses au chapitre des salaires et des avantages sociaux a tout juste suivi le rythme de croissance des effectifs.

Cette étude montre que durant la période de 15 ans, les revenus des universités provenant de sources privées, incluant les frais de scolarité des étudiants,

les legs et les octrois, ont plus que doublé pour compenser les chutes abruptes du financement des gouvernements.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3121.

Le numéro de juin 2003 de la *Revue trimestrielle de l'éducation*, vol. 9, n° 2 (81-003-XIF, 16 \$/51 \$) est maintenant en vente. L'article intitulé «Évolution des modèles de financement des universités» est offert dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) comme un aperçu gratuit de la publication. À partir de la page *Nos produits et services*, choisissez *En profondeur*, puis *Revue trimestrielle de l'éducation*.

Pour plus de renseignements ou pour obtenir des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-9040.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, ou pour plus de renseignements sur l'article «Évolution des modèles de financement des universités», communiquez avec Bernard Bourgoïn au (613) 951-1506 (bernard.bourgoin@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

**Source de revenus des universités
2001-2002**

	Subventions et contrats gouvernementaux	Droits de scolarité ¹	Dons, legs et subventions et contrats non gouvernementaux	Vente de services et de produits	Revenus de placements ²	Divers ³	Revenus totaux
	% des revenus totaux						en milliers de dollars
Canada	55,1	19,7	10,2	9,2	2,1	3,7	16 970 961
Terre-Neuve-et-Labrador	64,0	17,5	4,7	4,6	0,5	8,7	283 846
Île-du-Prince-Édouard	52,8	21,3	8,5	14,7	1,4	1,2	68 565
Nouvelle-Écosse	41,9	28,3	7,5	15,9	3,6	2,7	678 700
Nouveau-Brunswick	51,2	25,5	5,0	12,1	3,9	2,4	357 582
Québec	66,0	10,9	11,5	6,7	1,6	3,2	3 949 643
Ontario	47,8	26,3	11,5	6,6	2,0	5,9	6 351 984
Manitoba	58,0	18,2	11,0	9,4	2,5	0,8	604 178
Saskatchewan	58,3	16,3	7,3	14,2	2,7	1,1	703 139
Alberta	56,3	18,0	9,4	12,7	2,6	0,9	1 761 235
Colombie-Britannique	57,5	16,2	7,6	14,6	2,1	2,0	2 212 089

¹ Les droits de scolarité comprennent les cours crédités et non crédités, ainsi que d'autres frais tels ceux associés aux inscriptions.

² Les revenus de placements comprennent les revenus provenant de dividendes, d'obligations, d'hypothèques, de billets à court terme et d'intérêts bancaires.

³ Les revenus divers comprennent les commissions, les droits d'auteur, les frais pour services rendus, les amendes de bibliothèque (et autres pénalités semblables), et les revenus de location.

Sources des dépenses des universités 2001-2002

	Salaires, traitements et avantages sociaux	Bourses d'études et prix	Bâtiments ¹	Opérations ²	Divers ³	Dépenses totales
	% des dépenses totales					en milliers de dollars
Canada	55,9	3,9	5,3	15,5	19,4	17 038 516
Terre-Neuve-et-Labrador	65,2	4,6	4,8	13,5	11,9	287 253
Île-du-Prince-Édouard	61,9	2,6	4,6	15,6	15,3	65 638
Nouvelle-Écosse	55,4	3,7	7,4	13,0	20,6	709 810
Nouveau-Brunswick	62,7	2,4	2,8	14,1	18,0	347 068
Québec	56,4	3,0	1,8	16,3	22,5	3 882 127
Ontario	53,4	5,1	6,4	15,7	19,3	6 549 111
Manitoba	58,4	1,8	5,1	18,9	15,8	596 347
Saskatchewan	54,7	2,7	15,8	10,2	16,7	687 158
Alberta	55,2	4,1	6,0	13,2	21,5	1 735 960
Colombie-Britannique	60,6	2,6	4,0	17,1	15,6	2 178 044

¹ Incluent les bâtiments, les terrains et les aménagements des terrains.

² Incluent les frais de déplacements, les acquisitions des bibliothèques, l'impression et la reprographie, le matériel et les fournitures, les communications, la location de locaux, l'impôt foncier, les cotisations institutionnelles, l'assurance, les repas, la publicité et la promotion, et les créances douteuses.

³ Incluent les achats de mobilier et d'équipement, la location et l'entretien d'équipement, les services publics, les améliorations et les transformations, les services contractuels, les honoraires professionnels, le coût des marchandises vendues, les intérêts, les ventes internes et les recouvrements internes des coûts et les paiements forfaitaires.

Revenus et dépenses des universités¹

	1991-1992	1996-1997	2000-2001	2001-2002	1991-1992 à 2001-2002	1996-1997 à 2001-2002	2000-2001 à 2001-2002
	en milliers de dollars				var. en %		
Revenus totaux	12 607 091	12 546 994	16 221 461	16 970 961	34,6	35,3	4,6
Subventions et contrats du gouvernement fédéral	1 176 775	1 048 002	1 615 235	1 868 912	58,8	78,3	15,7
Subventions et contrats des gouvernements provinciaux	7 233 348	6 146 596	7 139 733	7 322 593	1,2	19,1	2,6
Subventions et contrats des gouvernements municipaux et autres	42 088	65 169	99 353	160 873	282,2	146,9	61,9
Total des subventions et des contrats gouvernementaux	8 452 212	7 259 766	8 854 321	9 352 378	10,7	28,8	5,6
Droits de scolarité ²	1 637 751	2 338 205	3 142 364	3 347 080	104,4	43,1	6,5
Dons, legs, subventions et contrats non gouvernementaux	924 090	1 047 089	1 610 974	1 724 255	86,6	64,7	7,0
Vente de services et de produits	1 010 013	1 117 322	1 507 975	1 562 795	54,7	39,9	3,6
Revenus de placements ³	373 303	415 692	581 113	357 644	-4,2	-14,0	-38,5
Divers ⁴	209 723	368 920	524 713	626 809	198,9	69,9	19,5
Revenus totaux privés ⁵	4 154 879	5 287 227	7 367 140	7 618 583	83,4	44,1	3,4
Dépenses totales	12 633 639	12 522 758	15 680 328	17 038 516	34,9	36,1	8,7
Salaires, traitements et avantages sociaux	8 260 262	8 037 555	9 079 713	9 528 239	15,4	18,5	4,9
Bourses d'études, bourses d'entretien et prix	204 527	287 616	563 866	660 435	222,9	129,6	17,1
Bâtiments ⁶	585 103	428 083	587 962	897 905	53,5	109,8	52,7
Opérations ⁷	1 759 818	1 867 444	2 462 164	2 639 938	50,0	41,4	7,2
Autres ⁸	1 823 928	1 902 061	2 986 624	3 311 999	81,6	74,1	10,9

¹ Dollars constants de 2001-2002 utilisant l'Indice des prix à la consommation.

² Comprennent les cours crédités et non crédités ainsi que d'autres frais (tels les frais d'inscriptions).

³ Comprennent les revenus provenant de dividendes, d'obligations, d'hypothèques, de billets à court terme et d'intérêts bancaires.

⁴ Comprennent les commissions, les droits d'auteur, les frais pour services rendus, les amendes de bibliothèques (et autres pénalités semblables), et les revenus de location.

⁵ Comprennent les revenus autres que les subventions gouvernementales.

⁶ Comprennent les bâtiments, les terrains et les aménagements des terrains.

⁷ Comprennent les frais de déplacement, les acquisitions des bibliothèques, l'impression et la reprographie, le matériel et les fournitures, les communications, l'assurance, les repas, la publicité et la promotion, et les créances douteuses.

⁸ Comprennent les achats de mobilier et d'équipement, la location et l'entretien d'équipement, les services publics, les améliorations et les transformations, les services contractuels, les honoraires professionnels, le coût des marchandises vendues, les intérêts, les ventes internes et les recouvrements internes des coûts, et les paiements forfaitaires.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie)

Quatrième trimestre de 2002

La valeur de l'actif des régimes de pension d'employeurs a dégringolé au cours des deux dernières années, tandis que les cotisations patronales à ces régimes ont plus que doublé, selon de nouvelles données.

À la fin du quatrième trimestre de 2002, l'actif des caisses ne valait que 543,8 milliards de dollars, en baisse de 11,4 % par rapport au sommet de 614,4 milliards de dollars atteint au troisième trimestre de 2000. Cette baisse a été attribuable à la chute des prix des actions, laquelle a provoqué la dévaluation de l'actif des caisses.

Cette dévaluation a forcé les employeurs à accroître leurs cotisations à ces régimes, ce qui a mis un terme à la période de «suspension des cotisations» pour de nombreuses caisses, qui aura duré, dans certains cas, jusqu'à quatre ans.

Au troisième trimestre de 2000, les employeurs n'ont versé que 1,6 milliard de dollars de cotisations aux caisses. Au quatrième trimestre de 2002, ce montant avait plus que doublé, ayant atteint 4,0 milliards de dollars.

Il faut prévoir que les cotisations patronales demeureront élevées tout au long de 2003. Dans la comparaison annuelle, les cotisations patronales ont totalisé 12,6 milliards de dollars en 2002, 10,5 milliards de dollars en 2001, 7,3 milliards de dollars en 2000, 8,9 milliards de dollars en 1999 et 7,8 milliards de dollars en 1998.

La valeur de l'actif des régimes de pension d'employeurs, qui sont aussi appelés régimes de pension agréées, ou RPA, a généralement représenté environ 71 % de l'épargne-retraite totale dans la valeur combinée des RPA, des régimes enregistrés d'épargne-retraite, du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

De l'actif total des RPA, environ 73 % se trouve dans des caisses de retraite en fiducie, qui sont placées sur les marchés financiers.

La baisse du cours des actions qui s'est amorcée en 2000 a forcé de nombreuses caisses à rééquilibrer leur portefeuille. Au troisième trimestre de 2000, les caisses de retraite en fiducie avaient 42 % de leur actif dans des actions, 36 % dans des obligations, près de 4 % dans l'immobilier, et le reste dans des prêts hypothécaires, et des titres à court terme et autres.

À la fin du quatrième trimestre de 2002, environ 38 % de leur actif était placé dans des

actions, 37 % dans des obligations et 6 % dans l'immobilier.

Au total, les caisses ont eu des revenus de 13,7 milliards de dollars et des dépenses de 15,3 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2002, ce qui a donné lieu à des mouvements négatifs de trésorerie de 1,6 milliard de dollars. Les mouvements de trésorerie ont été négatifs parce que les caisses ont vendu des actions pour moins que ce qu'elles avaient payé au départ, en vue de rééquilibrer leur portefeuille en y ajoutant des obligations.

Pour l'ensemble de 2002, les revenus ont atteint 50,8 milliards de dollars et les dépenses, 54,6 milliards de dollars, ce qui a donné lieu à des mouvements négatifs de trésorerie de 3,8 milliards de dollars. En 2001, les caisses ont eu un mouvement positif de trésorerie de 8,2 milliards de dollars. En 2000, année record, le mouvement positif de trésorerie a totalisé 57,2 milliards de dollars.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 280-0002 à 280-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2607.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur : (613) 951-3012. ■

Stock de capital résidentiel

2002

Il est maintenant possible de consulter les données de 2002 sur les flux et les stocks de capital fixe résidentiels.

Données stockées dans CANSIM : tableau 030-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5016.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Michel Labonté au (613) 951-9690 (labomic@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Aviation : bulletin de service, vol. 35, n° 3
Numéro au catalogue : **51-004-XIB** (8 \$).

Revue trimestrielle de l'éducation, vol. 9, n° 2
Numéro au catalogue : **81-003-XIF** (16 \$/51 \$).

Guide de l'utilisateur du fichier transversal de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1999, Série de documents de recherche sur le revenu
Numéro au catalogue : **75F0002MIF2003001**
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Guide de l'utilisateur du fichier transversal de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 2000, Série de documents de recherche sur le revenu
Numéro au catalogue : **75F0002MIF2003002**
(gratuit).

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez :	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés publics à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information du système de retrait de données CANSIM. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

**Terre-Neuve et Labrador,
Île-du-Prince-Édouard,
Nouvelle-Écosse et
Nouveau-Brunswick**

Services-conseils
Statistique Canada
1741, rue Brunswick
2^e étage, case postale 11
Halifax (N.-É.)
B3J 3X8
Appel local : (902) 426-5331
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (902) 426-9538
Courriel : atlantic.info@statcan.ca

Québec

Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
4^e étage, Tour Est
Montréal (Qc)
H2Z 1X4
Appel local : (514) 283-5725
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (514) 283-9350
Courriel : infostcmontreal@statcan.ca

Région de la Capitale nationale

Services-conseils
Centre de consultation statistique
(RCN)
Statistique Canada
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats
Tunney's Pasture
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6
Appel local : (613) 951-8116
Télécopieur : (613) 951-0581
Courriel : infostats@statcan.ca

Ontario

Services-conseils
Statistique Canada
10^e étage, imm. Arthur Meighen
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4
Appel local : (416) 973-6586
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (416) 973-7475

Manitoba

Services-conseils
Statistique Canada
Édifice Via Rail, pièce 200
123, rue Main
Winnipeg (Man.)
R3C 4V9
Appel local : (204) 983-4020
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (204) 983-7543
Courriel : statswpg@solutions.net

Saskatchewan

Services-conseils
Statistique Canada
Park Plaza
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Sask.)
S4P 4K1
Appel local : (306) 780-5405
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (306) 780-5403
Courriel : statcan@sk.sympatico.ca

**Alberta, Territoires du Nord-Ouest
et Nunavut**

Services-conseils
Statistique Canada
Pacific Plaza, pièce 900
10909, avenue Jasper, N.O.
Edmonton (Alb.)
T5J 4J3
Appel local : (780) 495-3027
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (780) 495-5318
Courriel : Sabrina.Pond@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon

Services-conseils
Statistique Canada
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (C.-B.)
V6B 6C7
Appel local : (604) 666-3691
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (604) 666-4863

Numéro sans frais pour les demandes de renseignements (Canada et États-Unis) : 1 800 263-1136
Numéro sans frais pour commander seulement (Canada et États-Unis) : 1 800 267-6677
Numéro sans frais de commande par télécopieur (Canada et États-Unis) : 1 877 287-4369
Numéro sans frais pour les appareils de télécommunications pour les malentendants : 1 800 363-7629